

Atelier national de réflexion et d'échanges sur le mouvement coopératif féminin

Relever les principaux obstacles qui entravent le développement des associations féminines

Un atelier national de réflexion et d'échange sur le mouvement coopératif féminin organisé par le secrétariat d'Etat à la Condition Féminine avec la collaboration du BIT a débuté lundi à Nouakchott. L'objectif de cet atelier est de renforcer les capacités des coopératives féminines à travers les échanges de points de vue et d'expériences entre les participants ainsi que la discussion des principaux obstacles auxquels elles sont confrontées.

Dans le discours d'ouverture de l'atelier qui dure deux jours, le directeur de cabinet de la secrétaire d'Etat à la Condition Féminine, M. Mohamed Ould Baba a souligné que notre pays a adopté une politique de développement qui accorde la priorité au développement des ressources humaines conformément aux orientations du



Président de la République, Monsieur Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya relatives à la propagation de la connaissance et du savoir au sein de toutes les couches sociales. Ces orientations sont mises en exécution dans le cadre du programme du gouvernement du Premier ministre, Maître Sghair Ould M'Bareck.

Le directeur de cabinet a encore précisé que l'appui et le développement des coopératives féminines

représente un axe essentiel de la stratégie nationale de promotion féminine pour la période 2005-2008 en cours d'élaboration. Il a encore dit que l'organisation de cet atelier s'inscrit en droite ligne de l'exécution du projet Force/BIT et du secrétariat d'Etat à la Condition Féminine dans le cadre de la concertation entre ce département et les ministères du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme et du Développement Rural et de l'Environnement, le Commissariat aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion et le BIT. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du conseiller du ministre du Développement Rural et de l'Environnement et du président de l'Association des maires de Mauritanie.